

ASSEMBLÉE NATIONALE

19 juin 2025

P JL REFONDATION DE MAYOTTE - (N° 1573)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 664

AMENDEMENT

présenté par

Mme K/Bidi, Mme Faucillon, M. Bénard, Mme Bourouaha, M. Brugerolles, M. Castor,
Mme Lebon, M. Lecoq, M. Maillot, M. Maurel, M. Monnet, M. Nadeau, M. Peu,
Mme Reid Arbelot, M. Rimane, M. Sansu et M. Tjibaou

ARTICLE PREMIER**RAPPORT ANNEXÉ**

Après l'alinéa 21, insérer l'alinéa suivant :

« – la création, dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la présente loi, de services publics autonomes et entièrement gérés depuis Mayotte. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Malgré le processus de départementalisation de l'île, les services publics déployés à Mayotte restent pour bon nombre d'entre eux, mutualisés avec ceux de la Réunion, à l'instar du tribunal administratif réunionnais, compétent pour tout contentieux mahorais.

Si la solidarité réunionnaise envers les mahorais n'est plus à prouver (budget d'un million d'euros versé à Mayotte après le passage du cyclone Chido, accueil des évacuations sanitaires du centre hospitalier mahorais à la Réunion, gestion des appels d'urgence depuis la Réunion durant le passage de Chido...), la Réunion ne peut être éternellement au soutien du territoire le plus pauvre de France en étant elle-même le troisième territoire le plus pauvre de la République.

La départementalisation de Mayotte ne se fera qu'avec l'octroi de services publics entièrement dédiés à ce territoire et gérés par les mahorais. C'est le sens du présent amendement.